



CONSEIL COMMUNAL
DE
SAINT-PREX
COMMISSION DES FINANCES

Saint-Prex, le 21 juin 2019

Au Conseil communal de
Saint-Prex

**Rapport de la Commission des finances concernant le préavis no 03/05.2019 –
Adoption des comptes 2018**

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les conseillers,

Le règlement du Conseil communal adopté le 6 mai 2015 et approuvé par le Conseil d'Etat le 18 septembre de la même année stipule dans son article 41 que la Commission des finances est responsable de l'examen non seulement du budget, mais également des comptes. La commission de gestion quant à elle conserve la responsabilité de l'examen de la gestion à proprement dit de la commune.

La Commission des finances s'est réunie à deux reprises, la première fois le 13 mai en présence de Monsieur le Syndic Daniel Mosini, Madame Carine Tinguely, Municipale et Monsieur Jean-Yves Thévoz, boursier, nous tenons à les remercier très sincèrement de leur participation et surtout de leur usuel esprit d'ouverture pour répondre à nos questions et demandes diverses et variées. Une deuxième séance à huis clos a eu lieu le 13 juin.

La commission était composée de :

Madame	Sylvie	Fuchs
Messieurs	Alexandre	Buvelot
	David	Clénin
	Fabrice	Dessaux
	Marc	Häfliger
	Henri	Haller
	Michel	Conne, Président

Le rapport de la Municipalité, que chaque Conseillère et Conseiller a reçu, est très complet et apporte chaque année nombre d'informations aux conseillers, que les différents auteurs en soient ici remerciés.

Le résultat de l'exercice est qualifié de bon grâce à différents facteurs hors de contrôle de notre Municipalité, principalement les impôts des personnes morales et physiques.

Même s'il s'agit d'une bonne nouvelle, nous relevons le peu de marge de manœuvre disponible à notre commune pour contrôler nos charges. Les charges "exogènes" que nous ne maîtrisons pas et qui sont issues de décisions cantonales à savoir les charges pérequatives en relation avec la politique sociale du canton qui s'élèvent à CHF 20.1 millions soit 59.6 % de nos recettes.

Dans mon rapport des comptes 2017, nous relevions la nécessité de moderniser le statut relatif aux fonctionnaires communaux. Notre commission insiste auprès de la Municipalité sur la nécessité de réformer, voire changer ce statut qui contient encore des anachronismes en matière d'indemnités allouées comme par exemple une indemnité de résidence qui n'a plus lieu d'être actuellement. Il faut aussi relever que comme pour la majorité des communes vaudoises, le personnel est affilié à une caisse de prévoyance extrêmement généreuse (primauté des prestations). Nous recommandons donc à la Municipalité de s'atteler rapidement à ce chantier.

De même, nous sommes très préoccupés par l'ampleur des dépenses des diverses associations que nous finançons : PRM (1.4 millions), AJEMA (1.5 millions), ASISE (3.6 millions) (comptes 510 & 521.3522) qui s'élèvent à 6.5 millions. Nous sommes représentés dans les assemblées de celles-ci et nos représentants votent les budgets. Etant donné l'importance de ces dépenses, nous suggérons que ces budgets soient discutés avant vote par la Municipalité et la commission des finances qui pourront donner des consignes à nos délégués dans ces associations. Pour exemple, nous relevons que les coûts de PRM ont passé de CHF 887'400.- en 2014 à CHF 1'110'600.- en 2018 soit une augmentation de 20 % en 4 ans.

Fiduciaire

Les comptes ont été audités par la fiduciaire PriceWaterHouseCoopers plus communément appelé PWC qui conclut que les comptes communaux sont conformes à la loi sur les communes de 1956 et au règlement cantonal sur la comptabilité. PWC a également établi un rapport détaillé à l'attention de la Municipalité et de notre commission. Dans ce rapport, la fiduciaire relève : « Au cours de notre audit, nous n'avons relevé aucun élément permettant de penser que l'Administration n'a pas respecté ou a contourné des contrôles, des directives ou des prescriptions. »

PWC a également effectué une revue des systèmes informatiques de notre commune. Il en ressort que des améliorations dans la gestion des mots de passe doivent être apportées et qu'un Disaster Recovery Plan (DRP) ou en français un plan de reprise d'activité (PRA) doit être mis en place, Il s'agit d'un ensemble de procédures (techniques, organisationnelles, sécurité) qui permet

à la commune de prévoir par anticipation, les mécanismes pour reconstruire et remettre en route son système informatique en cas de sinistre important ou d'incident critique.

Donc acte : la comptabilité est bien tenue et les comptes sont régulièrement établis.

Flux financiers

Dans notre rapport du 23 juin 2018 pour les comptes 2017, nous avons relevé que « la situation bilancielle de notre commune était saine avec des fonds propres positifs ».

Le volume des emprunts à fin 2018 est de 66.2 millions contre 58.8 millions en 2017. Malgré l'importance relative des chiffres, cet accroissement des emprunts ne veut pas dire que la situation s'est péjorée. Il ne faut pas avoir peur de la dette pour autant qu'elle soit correctement utilisée. Il est nécessaire de séparer les emprunts et leurs affectations.

Pour mémoire le patrimoine administratif comprend ce qui est indispensable à la bonne marche de la commune, p. ex. station d'épuration, le scolaire, les routes, etc. Celui-ci s'élève à 49.5 millions.

Le patrimoine financier comprend les investissements d'opportunité à savoir le « hors exploitation », ou le « gras de la commune », par exemple les immeubles de l'Epondaz ou l'immeuble du Café de l'Union. Il s'élève à la fin de l'année à 44.6 millions.

Le total des dettes de 66.2 millions est à mettre en regard avec le patrimoine total de notre commune de 94.1 millions. La situation est donc toujours saine, nous avons plus d'actifs que de passifs. Ceci est calculé sur une base comptable et ne tient pas compte d'importantes réserves latentes sur le patrimoine financier. Toutefois cette analyse doit prendre en compte l'affectation des dettes avec les deux principes suivants :

- Le patrimoine administratif doit être financé par les recettes courantes (les impôts). L'autofinancement, à savoir l'excédent des rentrées d'argent et des sorties doit donc être positif. Il s'élève à 3.1 millions en 2018 (1.3 millions en 2017). Les recettes courantes devraient aussi permettre de couvrir les intérêts de la dette finançant le patrimoine administratif. La question d'un éventuel remboursement de cette dette est plus philosophique qu'économique étant donné les taux d'intérêts ridicules à long terme.
- Le patrimoine financier, le gras de la commune, doit être autofinancé afin de dégager d'éventuels surplus. Ceux-ci peuvent financer d'autres

investissements, rembourser la dette y relative, voir soutenir ponctuellement le ménage communal.

Actuellement, nous empruntons de façon opportuniste à savoir en fonction des besoins de liquidités et cela nous réussit ! Si l'on considère les taux d'intérêts de notre dette. En effet, nous vivons une période très particulière dans laquelle les taux de refinancement du marché sont à zéro, voire négatif (taux de la BNS négatifs sur les durées de 2 à 7 ans, taux à zéro sur 8 à 10 ans et des longs termes de 15 à 20 ans). Nous devrions profiter de cette période particulière pour bloquer des tranches de prêt à 15 ou 20 ans afin que la commune bénéficie de l'opportunité de ces taux extrêmement favorables.

Le souhait de la commission des finances est que, dans la mesure du possible, lors des nouveaux investissements par exemple, des emprunts soient affectés directement aux actifs qu'ils financent. Ceci permettrait de mettre directement en regard les dettes relatives au patrimoine administratif et financier. La durée des emprunts, au vu des taux actuels, pourrait être corrélée avec celle des investissements, c'est-à-dire rapprocher la congruence entre actifs et passifs.

La gestion courante pourrait être financée, le cas échéant et en fonction des besoins, par des emprunts à court terme (1-2 ans), mais alors trop cher !

Les importantes et nombreuses dépenses d'investissements ces dernières années ont fait fortement augmenter notre dette. Un « train de vie » à ce niveau et à ce rythme ne pourra être garant d'une situation saine de nos finances dans le futur. Il faudra rester attentif à faire de bons choix.

En considération de ce qui précède, nous vous invitons Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers, à bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le préavis municipal
- vu les comptes communaux, arrêtés au 31 décembre 2018, accompagnés du rapport de la Municipalité
- entendu le rapport de la commission des finances chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

D E C I D E

1. d'approuver les comptes communaux pour l'exercice 2018 et le bilan, tels qu'ils sont présentés;
2. d'accorder à la Municipalité un crédit complémentaire global de CHF 13'266.- pour équilibrer un compte communal d'investissement accusant un dépassement;

3. de prendre acte qu'un bonus global de CHF 345'121.- a été réalisé sur cinq comptes communaux d'investissements dont les travaux ou les acquisitions sont terminés;
4. de donner décharge à la Municipalité de sa gestion pour l'année 2018.

Commission des Finances

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Conne', with a stylized, flowing script.

Michel Conne
Président